

Sanjeev Gupta, Directeur adjoint, Département des affaires budgétaires du FMI

Allocution d'ouverture à la conférence de formation d'hiver de l'ICGFM, le 4 décembre 2017

Bon après-midi. Permettez-moi de commencer par vous souhaiter la bienvenue à la Conférence internationale annuelle de formation de l'ICGFM. C'est un grand plaisir pour le FMI d'accueillir à nouveau cette conférence cette année, et je suis heureux de voir autant de praticiens de la gestion des finances publiques du monde entier assister à la conférence.

Le sujet de la conférence de cette année — Créer un environnement propice aux citoyens et aux entreprises — est très opportun. Cela témoigne du rôle que la bonne gouvernance et la gestion des finances publiques peuvent jouer pour soutenir la prospérité des personnes et des entreprises. Des politiques macroéconomiques saines et durables, des institutions budgétaires solides et une bonne gouvernance sont essentielles au développement durable et la façon dont les gouvernements mobilisent et dépensent les ressources de manière transparente et réactive sur les biens et services publics est essentielle à la croissance inclusive et au bien-être des sociétés.

Au cours de cette conférence, nous entendrons une variété de points de vue sur ce sujet et tirerons des enseignements de différentes expériences nationales. Dans mon allocution d'aujourd'hui, je voudrais me concentrer sur trois aspects spécifiques qui pourraient améliorer considérablement la gouvernance de la politique budgétaire.

Le premier est l'importance de la mobilisation des ressources nationales. La création de capacités fiscales devrait être au centre d'une stratégie de développement viable dans les pays en développement. Un récent rapport du FMI a montré qu'il y a un point de bascule autour de 15 % du PIB, au-dessus duquel la croissance se renforce et devient plus soutenue.

Dans le même temps, certains facteurs empêchent aux pays de réaliser leur potentiel fiscal. Le recours de plus en plus fréquent aux exonérations fiscales et aux incitations fiscales, le faible respect des obligations fiscales ainsi que l'érosion de la base et le transfert de bénéfices par les multinationales sont des exemples de faiblesses politiques. Une mauvaise rédaction entraîne une interprétation arbitraire des lois et augmente les coûts de la conformité. En outre, l'absence d'audits fondés sur les risques, la faible coordination entre les administrations fiscales et douanières, les faibles taux de déclaration fiscale, l'utilisation limitée des technologies modernes et l'inefficacité des services aux contribuables révèlent des faiblesses importantes dans de nombreux pays.

Le FMI travaille en étroite collaboration avec les pays membres et les partenaires internationaux pour aider à combler ces lacunes. À cet égard, le FMI, l'OCDE, l'ONU et la Banque mondiale ont créé en 2016 une Plateforme de collaboration en matière de fiscalité pour officialiser les discussions régulières sur les questions fiscales et soutenir les efforts de renforcement des capacités des partenaires et des autres.

Une initiative importante de la Plateforme est le développement de « stratégies de revenus à moyen terme ». Ce sont des feuilles de route de haut niveau pour la réforme du système fiscal d'un pays, s'étendant sur une période de 4 à 6 ans. Ces stratégies couvrent à la fois la politique fiscale et l'administration, et sont également destinées à servir de feuille de route pour d'autres partenaires/fournisseurs d'assistance. Le FMI travaille actuellement avec plusieurs pays membres pour les développer, avec des objectifs quantitatifs de recettes fiscales à moyen terme clairs.

Le deuxième aspect que je voudrais souligner est l'importance de la transparence dans les dépenses gouvernementales. Notre recherche établit un lien clair entre la transparence fiscale et la bonne gouvernance : les pays fiscalement plus transparents ont également tendance à renforcer leur gouvernance. De même, une transparence insuffisante est souvent associée à la corruption, qui à son tour sape la quantité et la qualité des dépenses publiques, a un impact négatif sur le secteur privé et conduit à de mauvais résultats sociaux et environnementaux.

Le code de transparence fiscale du FMI, qui a été révisé en 2014, définit la norme internationale en matière de divulgation et d'analyse de l'information sur les finances publiques. Nous avons déjà évalué les pratiques de transparence fiscale par le biais d'évaluations de la transparence fiscale dans 22 pays couvrant un large éventail de régions et de groupes de revenus, et nous en avons publié 19. Ces pratiques révèlent que les niveaux de transparence varient d'un pays à l'autre, à l'intérieur d'un pays et sont positivement liées au revenu. Dans tous les pays, il est possible d'améliorer les pratiques, en particulier dans les domaines de la présentation de l'information financière, de l'analyse et de la gestion des risques budgétaires, qui demeurent un domaine de faiblesse institutionnelle dans de nombreux pays.

Permettez-moi de souligner brièvement quatre questions générales qui ont été soulevées dans tous les domaines :

- Premièrement, alors que les pays ont étendu la couverture de leurs rapports financiers, une part significative de l'activité du secteur public, principalement sous la forme de sociétés publiques, reste en dehors des rapports budgétaires ;
- Deuxièmement, le bilan de nombreux pays présente d'importantes lacunes, avec des passifs importants, tels que les obligations de retraite de l'État, n'étant pas déclarés ;
- Troisièmement, les prévisions macroéconomiques et budgétaires ont tendance à être trop optimistes, en particulier à moyen terme ; et
- quatrièmement, les passifs éventuels, tels que les garanties et les engagements des entreprises publiques, ne sont souvent pas déclarés et peuvent être importants, allant de 25 à 300 % du PIB.

Aborder ces questions et d'autres pour renforcer la transparence budgétaire peut aider les pays à mieux comprendre leur position budgétaire sous-jacente et les risques pesant sur les perspectives budgétaires et, finalement, contribuer à responsabiliser les gouvernements pour leur performance budgétaire et l'utilisation des ressources publiques.

Le troisième et dernier aspect concerne l'utilisation de la technologie.

Plus tôt ce mois-ci, le FMI, soutenu par la Fondation Bill et Melinda Gates, a lancé un livre sur les révolutions numériques dans les finances publiques. Cela démontre le potentiel de récolter les bénéfices de la numérisation. Si la technologie est utilisée intelligemment, nous pouvons faire ce que nous faisons maintenant, mais de façon plus efficace.

Les autorités fiscales, par exemple, ont de plus en plus accès à la grande quantité d'informations détenues par le secteur privé, ce qui peut améliorer la conformité fiscale. Les autorités fiscales en Australie et au Royaume-Uni reçoivent désormais des informations en temps réel sur les états de paie et, au Brésil et en Russie, les systèmes de facturation électronique permettent un accès immédiat aux données sur les ventes des entreprises.

La disponibilité de données fiscales à haute fréquence générées par les systèmes d'information de gestion financière du gouvernement présente des opportunités significatives pour les décideurs politiques, telles que de meilleures prévisions des revenus et la préparation du budget. Les données budgétaires quotidiennes peuvent être particulièrement utiles aux décideurs qui tentent de stabiliser le cycle économique, ce qui permet aux gouvernements de surveiller l'activité économique en temps réel. Avec une capacité accrue à stocker et analyser les données, les gouvernements peuvent exploiter les données sur les recettes fiscales pour anticiper une crise, surveiller les soldes de trésorerie

pour mieux évaluer les besoins de liquidité et d'emprunt, ou recouper les informations sur les paiements contractuels et la perception des impôts.

Une nouvelle technologie de surveillance et d'enregistrement des caractéristiques biométriques offre une alternative unique, sûre et moins coûteuse aux systèmes de documentation officiels plus traditionnels sur papier. L'Amérique latine ouvre la voie aux systèmes d'identité nationale biométriques, mais les autres régions ne sont pas loin derrière. L'Aadhaar de l'Inde est le plus grand système d'identification biométrique au monde, avec plus de 1,1 milliard de citoyens enregistrés.

Les gouvernements utilisent maintenant largement cette technologie biométrique pour étendre la couverture des avantages sociaux et améliorer le ciblage. Lancé en 2013, le programme de transfert direct des avantages du gouvernement indien a considérablement modifié le système de prestation des subventions et des prestations sociales en transférant les paiements directement sur des comptes bancaires liés à la carte biométrique Aadhaar des bénéficiaires. Cela a aidé à réduire les fuites et la corruption. Le Kenya, qui a été le pionnier de l'utilisation du transfert d'argent par téléphone mobile via M-Pesa, permet désormais le paiement direct des taxes et des services gouvernementaux par téléphone mobile.

Ce ne sont là que quelques exemples de la façon dont les pays, en transformant la façon dont ils collectent, traitent et agissent sur l'information, peuvent modifier la manière dont ils conçoivent et mettent en œuvre leurs politiques fiscales, budgétaires et macroéconomiques au profit de leurs citoyens.

Permettez-moi de conclure en vous remerciant de votre attention et en vous souhaitant à tous une conférence productive.